



Jean-Pierre Robin: «Où sont passés les 1000 milliards d'euros de la dette publique?»

Par Jean-Pierre Robin

Publié le 07/07/2024 à 16:11, mis à jour le 07/07/2024 à 21:51



La dérive de la dette publique a commencé dès 2018-2019 en réponse au mouvement des «gilets jaunes» (ici, une manifestation à Paris, sur les Champs-Élysées, le 8 décembre 2018). ERIC FEFERBERG / AFP/AFP

CHRONIQUE - Les «1000 milliards de dette publique» accumulés depuis mai 2017 sont une marque indélébile dont le prochain gouvernement ne pourra s'exonérer.

Les sept premières années d'Emmanuel Macron à l'Élysée se résument désormais à une date et à un chiffre. L'appel du 9 juin 2024 à dissoudre l'Assemblée nationale en aura sonné le crépuscule: les Français ont découvert avec effarement que l'adage latin «*Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre*» se conjugue aussi à la forme pronominale! Quant au chiffre devenu emblématique des «1000 milliards de dette publique» accumulés

depuis mai 2017 (950 précisément au 31 mars 2024, selon l'Insee, et bientôt 1000), c'est une marque indélébile dont le prochain gouvernement ne pourra s'exonérer.

Depuis que l'endettement des administrations publiques (État, comptes sociaux et collectivités locales) a franchi la barre des 3000 milliards d'euros au printemps 2023 (et 3157 milliards en mars 2024, selon le dernier relevé trimestriel), le procès d'une macronie panier percé fait rage. L'Assemblée nationale a mis en place, début mai, une commission d'enquête, présidée par Philippe Juvin, sur «*les raisons de la très forte croissance de la dette française depuis l'élection présidentielle de 2017 et ses conséquences sur le pouvoir d'achat*». Ses travaux, inachevés, ont, hélas, été définitivement clos avec la dissolution.

Il existe bel et bien une exception française en Europe, comme le révélait en avril le Fonds monétaire international (FMI) dans son examen semestriel des finances publiques. Alors que tous les pays ont subi les mêmes chocs (pandémie de Covid en 2020, crise énergétique à partir de 2021, guerre en Ukraine), la France a vu son taux d'endettement rapporté au PIB s'envoler de 14,2 points de pourcentage de PIB, contre 4,6 % en moyenne dans la zone euro, 4,1 % en Allemagne, 5,1 % en Italie, 8,1 % en Espagne.

“La dette publique a augmenté plus fortement que chez nos partenaires de la zone euro parce qu'on partait d'un niveau de déficit plus élevé, de 2,4 % du PIB en 2019

Olivier Redoulès, directeur des études de l'institut de conjoncture Rexecode

Première explication que donne Olivier Redoulès, directeur des études de l'institut de conjoncture Rexecode: «*La dette publique a augmenté plus fortement que chez nos partenaires de la zone euro parce qu'on partait d'un niveau de déficit plus élevé, de 2,4 % du PIB en 2019.*» Cette année-là, Bruno Le Maire, ministre des Finances, avait pourtant claironné que la

France était sortie, pour la première fois depuis neuf ans, «*de la procédure de déficit excessif*» lancée par la Commission européenne à notre égard. Patatras! Tout s'effondre avec la crise sanitaire de 2020. Sur l'ensemble du septennat Macron, le déficit annuel aura été de 4,9 % du PIB en moyenne. Pire que sous les deux quinquennats précédents, où le rythme de croisière s'était établi à 4,5 % l'an.

Sarkozy avait subi le krach mondial de 2008-2009, Hollande essuyé la crise européenne des dettes souveraines durant la première moitié de son mandat. Macron peut-il plaider les crises à répétition, sanitaires, énergétiques et géopolitiques? Pas vraiment. Démêlant les événements subis et les choix délibérés du gouvernement, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) estime que 69 % de la dette publique supplémentaire est liée aux mesures budgétaires d'urgence («Les crises expliquent-elles la hausse de la dette publique en France?»). C'est le «quoi qu'il en coûte» comme le financement du chômage partiel de masse au moment du Covid, puis les «boucliers tarifaires» sur l'énergie de 2021 à 2023, dont la Cour des comptes a maintes fois dénoncé le manque de ciblage.

Le reste, près d'un tiers de la dérive de la dette depuis 2017, s'explique, selon l'OFCE, par des mesures discrétionnaires que le gouvernement n'avait pas prévues. Cela englobe l'abandon de la taxe carbone, le doublement de la prime d'activité (sur les bas salaires) et la baisse de l'impôt sur le revenu au printemps 2019, en réponse à la crise des «gilets jaunes». À quoi se sont ajoutées la suppression (non programmée) de la taxe d'habitation pour les 20 % de ménages les plus aisés et la baisse des impôts de production pour les entreprises.

À l'origine du pouvoir d'achat

Dans sa déposition devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale, François Ecalle, expert indépendant respecté de tous, a incriminé un défaut de stratégie. *«Il était souhaitable de réduire les prélèvements obligatoires, mais il fallait d'abord réduire les dépenses et ne pas mettre la charrue avant les bœufs... D'autres gouvernements avaient commis cette*

erreur avant 2017, et c'est une cause importante de l'augmentation de la dette publique depuis cinquante ans.» Celle-ci représentait 14,5 % du PIB en 1974, 20 % en 1980, 60 % en 1999 au moment du passage à l'euro et 110,7 % aujourd'hui. Une exponentielle dont paradoxalement l'euro aura favorisé l'essor, alors que la maîtrise de l'endettement faisait partie de son cahier des charges originel. Deux raisons: il s'est avéré plus facile d'amadouer les États partenaires (fût-ce l'orthodoxe Allemagne) que les marchés financiers, qui sanctionnent la mauvaise gestion par des dévaluations récurrentes, et la politique monétaire très expansionniste de la BCE de 2014 à 2021 a fait chuter les taux d'emprunt des États, favorisant la dette.

Cette période bénie d'argent quasi gratuit est révolue. «Alors que la charge d'intérêts de la dette publique française représentait 29 milliards d'euros en 2020, elle devrait atteindre environ 58 milliards en 2024, soit davantage que le budget des armées, puis environ 80 milliards en 2027, presque autant que le budget de l'Éducation nationale», avertissait en avril le gouverneur de la Banque de France. Il regrette que l'on n'ait pas profité des taux bas pour réduire l'endettement qui dépasse aujourd'hui de 20 points de PIB la moyenne de la zone euro. «La France est dans une configuration de déficits jumeaux: le déséquilibre des finances publiques détériore notre commerce extérieur. L'État s'endette pour financer les dépenses sociales, les salaires des fonctionnaires et l'emploi peu qualifié. Tout ceci dope la consommation des ménages au-delà de la production, et le solde est fourni par les produits importés», déplore Olivier Redoulès, de Rexecode. Voilà l'échec le plus cuisant d'Emmanuel Macron: ne pas avoir convaincu les Français que leur pouvoir d'achat était le fruit de leur travail, au lieu de tout attendre de l'État. À cet égard, la campagne des législatives a été une défaite intellectuelle à pleurer.

La rédaction vous conseille

- **Déficit public, croissance: les prévisions pour 2025 sont-elles vraiment tenables?**
- **Dépenses publiques: 12 propositions de nos experts pour faire (enfin) des économies**
- **«Dette publique: un déni français qui vient de très loin»**
- **Retrouvez tous les résultats des élections législatives 2024**

Sujets

Emmanuel Macron

Dette Française
